

Pôle dynamique commerciale
Service Commerces et marchés
DP/A-2024-529

Arrêté mis en ligne 27 décembre 2023

**ARRÊTE DU MAIRE DE LIBOURNE
PORTANT PERMIS de STATIONNER
TERRASSE ANNUELLE 2024
QUAI 1- 12 plade de Lattre de Tassigny**

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2211-1 et L.2213-6,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et plus particulièrement les articles L2111-14, L2121-1, L2122-1 et suivants,

Vu l'arrêté municipal du 22 avril 2011 portant règlementation des terrasses,

Vu l'arrêté du Maire en date du 26 mai 2020 donnant délégation de signature à Madame Marie-Sophie Bernadeau, adjointe déléguée au commerce, aux foires, marchés et au domaine public,

Vu la demande de Madame Valérie MENET, gérant de l'établissement « **QUAI 1** », « **SAS BINOME** », situé 12 plade de Lattre de Tassigny à Libourne,

Considérant la nécessité d'animer ce secteur géographique de la ville,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services,

ARRETE

Article 1.

Un permis de stationner est accordé à Madame Valérie MENET, gérante de l'établissement « **QUAI 1** », « **SAS BINOME** » situé 12 plade de Lattre de Tassigny à Libourne, **pour l'installation de deux terrasses annuelles ouvertes, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.**

Ce permis de stationner est établi en référence à l'arrêté municipal du 22 avril 2011, portant règlement général des terrasses, joint en annexe à la présente.

Article 2.

Le pétitionnaire est autorisé à installer ses terrasses (sous réserve expresse du droit des tiers) :

- o Sur une surface de **12,60 m²(1,80m x 7 m)**, **place de Lattre de Tassigny**,
- o Sur une surface de **42,60 m²(5m x 8,52 m)**, **située quai du Général D'amade**,
- o Par acceptation **de la redevance d'occupation du domaine public** qui sera réglée avant le 10 de chaque mois,
- o Conformément au plan joint.

Article 3.

Cette autorisation pourra être résiliée de plein droit à la demande de la commune en cas de :

- o Défaut d'application d'une des clauses énoncées,
- o Non-respect du règlement de l'arrêté général du 22 avril 2011,
- o Nuisances et troubles à l'ordre public.

Article 4.

La signalisation routière sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 5.

Les véhicules en infraction gênants seront verbalisés et mis en fourrière ou déplacés après intervention de la Brigade de Gendarmerie ou de la police municipale.

Article 6.

La Direction générale des services, le service de la police Municipale, la Brigade Territoriale autonome de la Gendarmerie Nationale de Libourne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera :

Transmise à la Préfecture de la Gironde,

Publiée et affichée en Mairie le

27 DEC. 2023

27 DEC. 2023

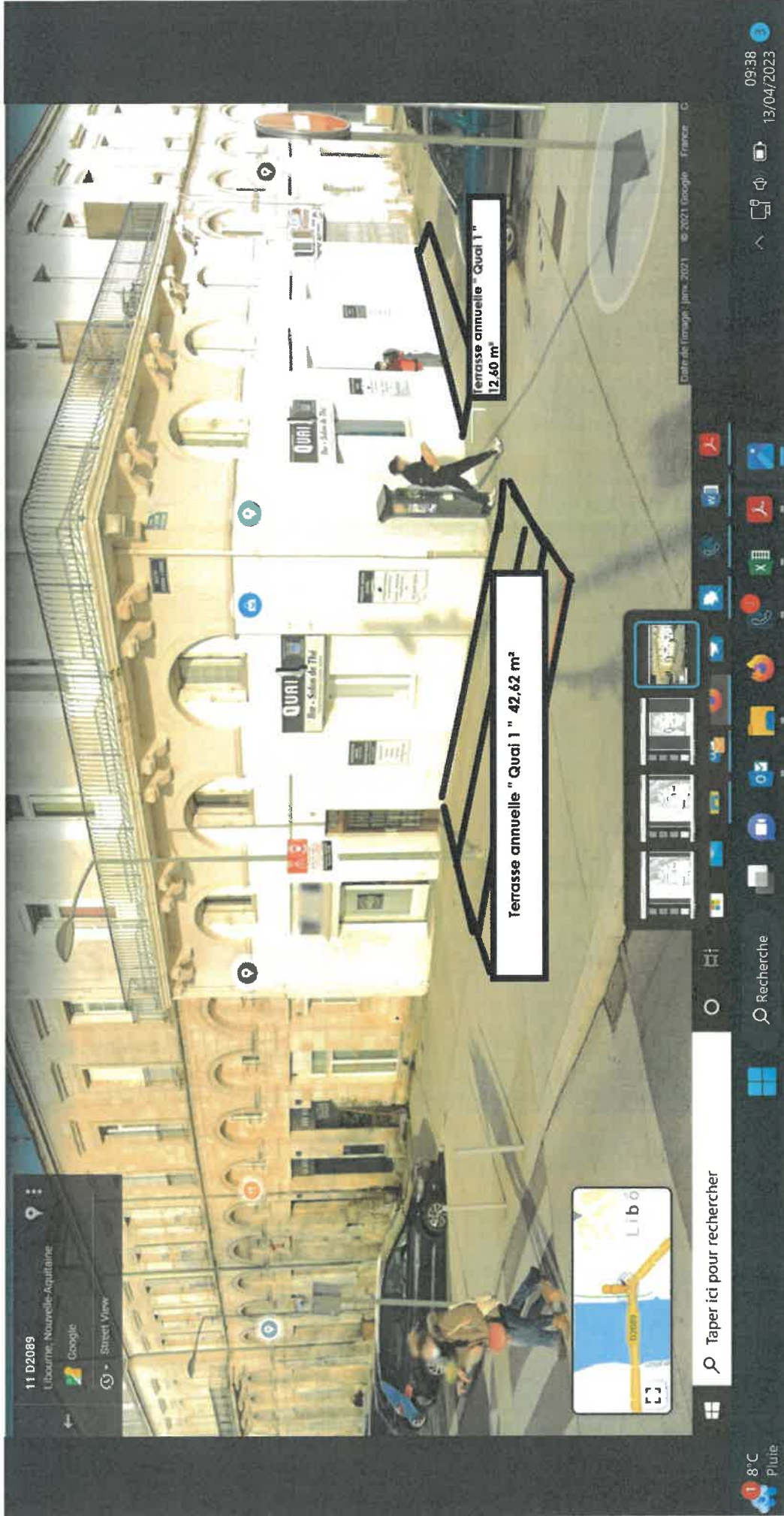
Fait à Libourne, le
Le maire
pour le Maire en sa déléation,
l'adjointe déléguée au commerce, aux affaires ménagères et au domaine public



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui publie sur le territoire de la mairie,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, ou d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de

Madame Marie-Sophie BERNARDAS



27 DEC. 2023

Pour le Maire et par délégation,
Adjointe déléguée au commerce, aux foires et marchés et au domaine public



Madame Marie Sophie BERNADEAU